

Composter : une solution universelle pour gérer les déchets organiques ?

Pour atteindre l'objectif de son plan Climat (EMS, 2021 et 2022) de réduire de 50% le tonnage des déchets ménagers d'ici 2030 (par rapport à 2010) l'Eurométropole de Strasbourg programme une infrastructure d'envergure. Après quelques expériences locales dans plusieurs quartiers et communes (par exemple en centre-ville : voir [InSitu 12](#)), la collecte des biodéchets qui a été mise en application dès 2022 dans les communes de moins de 10 000 habitants, se déploiera progressivement dans différentes communes et quartiers.

Il s'agit, en équipant les communes de poubelle de tri accueillant les déchets organiques, de limiter le contenu des poubelles bleues qui accueillent actuellement tous les déchets non triés. L'initiative est salubre : il paraît aberrant d'incinérer des matières qui contiennent jusqu'à 80% d'eau, alors même qu'elles entrent dans le cycle naturel de la matière organique et pourrait donc participer à enrichir sols et cultures, en plus d'alléger les manipulations nuisibles à l'environnement : transports des déchets vers les sites de traitement, incinération notamment qui génèrent 1,6 milliard de tonnes de CO2 (chiffres de 2016). Dans le contexte de la consommation de masse qui génère une quantité croissante de déchets, recycler paraît totalement nécessaire d'autant plus que 44% des déchets ménagers sont issus de l'alimentation et des jardins/parcs (figure 1). Une marge importante de progression est possible : à l'échelle internationale, seuls 6 % des déchets sont compostés (figure 2). Qu'en est-il au niveau local ? Comment les incitations à composter sont-elles reçues par les citoyens et lesquels appliquent

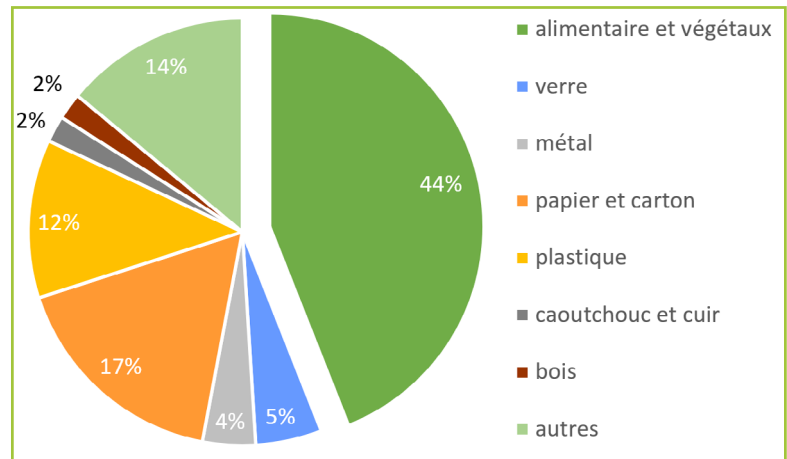


Figure 1 : Répartition de l'origine des déchets ménagers dans le monde.
Source : Kaza Silpa & al., 2018.

ces injonctions ? Une enquête réalisée en 2020 vient compléter notre travail de 2013 auprès des « compostiens » ([InSitu n°3](#), mai 2017). Les entretiens avaient pour objectif de cerner les difficultés rencontrées par les personnes qui connaissent, sont familières et/ou pratiquent le compostage ; mais aussi, d'identifier quels sont les freins à une pratique du compostage par les individus qui en sont éloignés.

Approche ethnographique : des entretiens long auprès des habitants

Clothilde Harout, en stage à la ZAEU, a longuement interrogé 30 personnes entre avril et juillet 2020. Ces entretiens semi-directifs suivent un guide uniforme qui permet de cadrer les échanges, tout en laissant une place à la discussion, et à l'ajout spontané de commentaires par les enquêtés. Une approche biographique dans les entretiens avait pour objectif de restituer les parcours de vie et de comprendre de façon transversale les freins à la pratique du compostage.

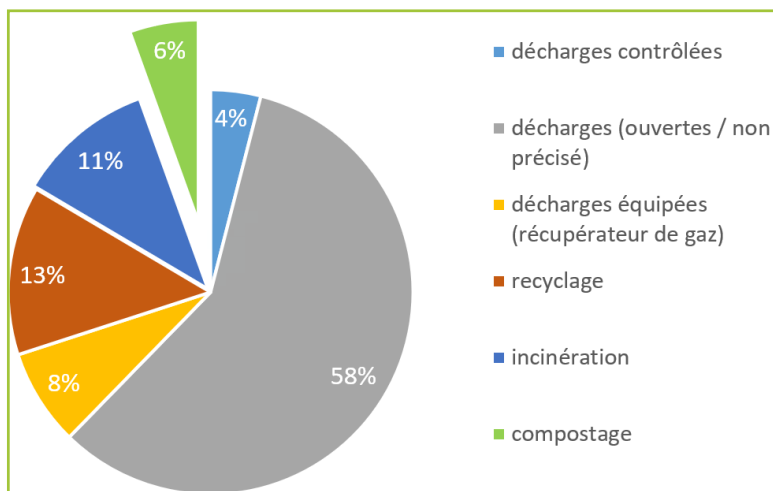


Figure 2 : les modalités de traitement des déchets ménagers dans le monde.
Source : Kaza Silpa & al., 2018.

Rappelons que la manière d'entrer en contact avec les enquêtés a fortement été impactée par la crise du COVID : le face à face a dû se transformer en entretien téléphonique pour les 2 tiers des enquêtés. Aussi devons-nous constater que la distance géographique, imposées par les mesures de confinement, ont augmenté la distance sociale à la population : elles ont empêché l'enquêtrice de suivre le hasard des rencontres dans l'espace public de quartiers aussi diversifiés que possible. Ainsi, nos enquêtés sont-ils surreprésentés dans les classes supérieures et les quartiers aisés (figure 3) en raison d'un vivier limité à nos répertoires de contacts, et alors même que le projet de départ était d'avoir un échantillon socialement représentatif de la population strasbourgeoise.

Composter : une pratique inaccessible à certaines populations

Composter sur le territoire à Strasbourg, en utilisant des composteurs individuels, de copropriété ou associatifs, n'apparaît pas accessible à tous les habitants. Différentes raisons sont à invoquer : sociales, économiques et logistiques. Il a d'ailleurs été difficile de questionner les personnes les plus à l'écart du compostage, puisqu'elles ne se portaient pas volontaires pour participer : les 17 personnes qui ne compostent pas ont donné des entretiens plus courts (47 minutes en moyenne contre 62 pour celles qui compostent). Ne pas pratiquer le compostage résulte de facteurs d'ordre socio-économiques ou culturels (faible consommation de produits frais bruts) et logistiques (temps, proximité des installations).

Pour commencer, certains individus sont dans l'impossibilité de composter car leur alimentation ne présente pas de restes organique :

sans reste de fruits ou légumes, composter ne fait pas sens. 21 enquêtés sur 30 ont déclaré manger fruits et légumes, 12 en mangent peu (40% des répondants) et 8 ne mentionnent aucun légume. Pour aller plus loin, nous avons exploré la consommation de produits frais, c'est-à-dire de produits bruts non-transformés, « consommés tels quels, sans préparation de conservation, dès sa production » (définition de « frais » par le TLFi, CNRTL [en ligne], consulté le 07/08/2020), tels que les légumes, fruits, les œufs et les poissons, en lien avec la pratique de la cuisine. En effet, c'est la préparation de ces produits qui est la plus à même de donner lieu à des restes organiques compostables, tels que les épluchures, ou des coquilles par exemple. Seule la moitié des enquêtés cuisine des produits frais de temps en temps (7) ou souvent (7). Dès lors, l'alimentation apparaît comme un vecteur d'inégalité face à la réduction ou la valorisation des biodéchets. Les préférences de consommation, les habitudes et pratiques alimentaires interviennent en amont du compostage et ont donc un effet indéniable sur la possibilité de le pratiquer ou non. Notons toutefois que l'utilisation de l'expression « choix de consommation » réfère à la relative liberté avec laquelle les individus font leurs courses et prennent des décisions sur leurs achats. Pour autant, ces choix relèvent également de pratiques héritées socialement, culturellement, familialement, et qui se vivent peut-être plus comme des habitudes intériorisées, que comme des choix conscientisés et réflexifs.

Revenu médian mensuel des ménages

INSEE-DGI 2007 (Revenu par unité de consommation)

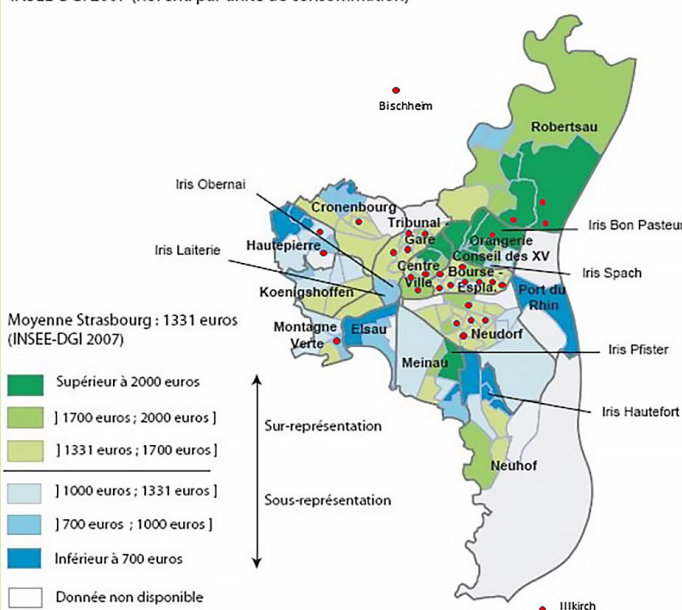


Figure 3 : Répartition des enquêtés en fonction des quartiers de Strasbourg (fond de carte des revenus). Les points rouges représentent les enquêtés.

N=30	Composte		Ne composte pas		Effectif total
	%	Nb	%	Nb	
Populaire	40,0	2	60,0	3	5
Moyenne basse	33,3	3	66,7	6	9
Moyenne	57,1	4	42,9	3	7
Moyenne haute	50,0	4	50,0	4	8
Supérieure	0,0	0	100	1	1
TOTAL		13		17	

Tableau 1 : répartition de l'échantillon selon le niveau socio-professionnel.

Du point de vue logistique, des contraintes organisationnelles telles que l'ouverture intermittente des bacs avec des plages horaires restreintes, la liste des interdits qui oblige à un tri plus drastique ou encore la question du transport des matières compostables jusqu'aux bacs (distance, récipient) constituent une première série de freins (Philippot et Glatron, 2018). Des travaux sur les pratiques de tri des déchets montrent qu'au-delà de 50 à 60 mètres, il n'y a pas d'effet incitatif à la présence d'un site de tri (Dupré, 2013). Il serait dès lors intéressant d'essayer de mesurer la distance optimale permettant une augmentation du compostage. A l'échelle du quartier ou de la ville, l'implantation des composteurs collectifs apparaît à certains inadaptes : le maillage en est irrégulier sur le territoire eurométropolitain, et certains bacs ont des capacités qui obligent à limiter le nombre de contributeur, générant une « liste d'attente » qui peut en décourager certains. Ainsi, bien que proposant théoriquement le compostage pour tous, les associations de compostage ne permettent pas de toucher tous les publics.

Une pratique socialement marquée

Si les statistiques proposées ici restent indicatives en raison de la taille limitée de l'échantillon, elles vont dans le sens d'études menées par ailleurs : les classes moyennes ou « hautes » compostent davantage que les classes modestes (tableau 1). Une étude sur la consommation durable, et l'éco-habitus en France, montrait que les personnes détentrices d'un bac +2, bac +3, et les professions intermédiaires disposaient d'une sensibilité environnementale plus forte (qui s'accompagnait de gestes éco-responsables) que les personnes moins diplômées (CAP, BEP), ou les ouvriers, dont les revenus sont inférieurs (Sessegro & Lebel, 2018). Avec l'adoption de comportements éco-responsables, à travers la consommation alimentaire, ou la pratique du compostage, ces classes moyennes et haute acquièrent un ensemble de capitaux sociaux, culturels et symboliques (normes et codes

sociaux) qui est facilité et dont l'usage leur profite. En ville, composter est une activité essentiellement collective : sur les 13 compostiens enquêtés, 10 participent à un compost collectif (associatif ou de copropriété). Ainsi, cette pratique peut avoir lieu dans l'espace public ou privé et est source de socialisation. Elle crée du lien entre habitants, voisins, et citoyens, autour d'une pratique commune et d'un lieu de rencontre : 7 enquêtés ont mis en avant l'utilité sociale (source de socialisation) de composter, avant son utilité environnementale. Le geste est également clairement décrit comme politique par plusieurs citoyens interrogés : composter redonne aux habitants une certaine autonomie, une légitimité politique et une capacité de s'auto-administrer. Le compostage urbain dans l'espace public peut être compris comme une revendication par les citoyens d'un droit à la ville, une volonté de s'échapper du régime démocratique de représentativité pour aller vers plus de participation directe.

Les conditions de l'engagement

Interrogés sur ce qu'ils considèrent comme des pratiques respectueuses de l'environnement, les citoyens citent (tableau 2) en premier lieu la question des déplacements, les modes de consommation plus vertueux (alimentation, vêtement, eau et énergie) et enfin une meilleure gestion des déchets : le tri et la prévention (réduction, recyclage, valorisation) ont été citées respectivement 13 et 10 fois. Le compostage est mentionné seulement trois fois bien que 28 des 30 enquêtés ont déclaré connaître cette pratique. La mise en place du compostage semble en partie reposer sur un intérêt préalable pour les enjeux environnementaux, mais aussi un besoin de cohérence inhérente aux individus, les poussant à mettre en pratique leurs valeurs : l'engagement intervient chez les individus faisant de la norme pro-environnementale un élément structurant de leur identité. Dès lors, lorsqu'ils disposent d'une information concernant les impacts

Pratiques quotidiennes respectueuses de l'environnement		Nombre de réponses (n = 128 pour 30 enquêtés)	% des réponses
Modes de consommation « vertueux »		32	25
Meilleure gestion des déchets	Trier	13	10,2
	Réduire / recycler / valoriser	10	7,8
	Limiter les emballages	3	2,3
	Composter les déchets organiques	3	2,3
	Autre / non précisé	3	2,3
Total		32	25
Déplacements « doux » ou collectifs		27	21

Tableau 2 : Réponses à la question « Pouvez-vous citer 5 pratiques que vous estimez respectueuses de l'environnement ? ».

négatifs de certains de leurs comportements sur l'environnement, ils mettront en place des changements afin de faire concorder leurs actions avec leurs valeurs.

L'un des enjeux relatifs à l'individualisation de la prise en charge des déchets est l'accès à l'information. Sur ce point, une grande partie des enquêtés disent avoir obtenu des informations sur la pratique du compost grâce à leur famille (10 enquêtés sur 30), et par des recherches personnelles, dans des livres et sur internet (10 enquêtés sur 30). La « responsabilité » de trouver en autonomie les informations peut représenter un frein à l'engagement : on peut rapidement se trouver perdus dans une quantité d'information trop importante, parfois contradictoire, qu'il est difficile de gérer. La troisième source d'information est constituée par les ami.e.s (pour 7 enquêtés sur 30). Les campagnes d'informations et de sensibilisation relatives au compostage, réalisées notamment par l'Eurométropole de Strasbourg, sont finalement peu connues par les enquêtés, et semblent ne pas avoir joué un rôle essentiel dans leur connaissance du compostage.

Les logiques de l'action individuelle

Nous pouvons étudier les mécanismes psychologiques à l'œuvre dans l'engagement individuel, et les limites que ces derniers peuvent créer, notamment face à la réduction des déchets, à travers la pratique du compostage. Celle-ci se décline localement et dépend d'une initiative individuelle : pour certains, il s'agit de gestes qui n'apparaissent pas comme une réponse satisfaisante (car insuffisante) face à l'ampleur de la crise environnementale. Ainsi, cette pratique remet en question

le sentiment d'efficacité personnelle des individus, les dissuadant de s'y investir, ou de surmonter les « épreuves » qui se présentent.

A une échelle plus restreinte, l'utilité environnementale du compostage est diversement incitative en ville : pour les citoyens qui possèdent un jardin, l'utilité du compost, son usage apparaissent comme évidents et peuvent compter parmi les raisons de sa mise en pratique. Le compost présente alors une valeur écologique (engrais, réduction des déchets) et économique (auto-produit/gratuit). A l'opposé, les individus ne faisant pas de jardinage et n'ayant pas de plantes, comprennent aussi l'intérêt du compost, notamment pour le jardin, mais n'y voient ainsi pas d'intérêt à titre individuel.

Compléter les enquêtes en intégrant les nouvelles mesures de collecte

Une enquête par entretien permet de sonder finement les motivations, freins et conditions de réalisation d'une pratique : le compostage dans notre cas. Le contexte particulier du printemps 2020 a limité la latitude avec laquelle les personnes interrogées ont été recrutées, au risque d'un certain « entre-soi ». 17 des 30 personnes ont toutefois admis ne pas composter : le fait que le compostage soit peu cité dans nos entretiens laisse penser que cette pratique n'apparaît pas comme une action pro-environnementale centrale. Il resterait, aujourd'hui, à compléter cette enquête, notamment suite à la politique de collecte des bio-déchets qui modifie le visage de la gestion des déchets. Une ouverture sur les représentations des ordures d'une part, du compost et du cycle de la vie d'autre part paraît également très nécessaire.



Conception graphique : Zone Atelier
Environnementale Urbaine, ZAEU, Maison
Interuniversitaire des Sciences de l'Homme – Alsace
(MISHA) 5, allée du Général Rouvillois, CS 50008
Céline Merlaud - Oxo Mini Agence

Pour aller plus loin

Dupré M., 2013. Représentations sociales du tri sélectif et des déchets en fonction des pratiques de tri. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, (2), 173-209.

Eurométropole de Strasbourg, 2021. [Objectif Z, zéro déchet, zéro Gaspj](#). Plan d'action 2021-2026, 73 p.

Eurométropole de Strasbourg, 2022. [Plan d'actions climat](#), 170 p.

Kaza Silpa & al., 2018. *What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050*. La banque mondiale

Philippot V. et Glatron S., 2018. [Le compostage collectif urbain à l'épreuve de ses interdits. Enquête sur des sites strasbourgeois](#), *Vertigo* vol.18 n°2.

Sessego V. & Hebel P., 2018. [Consommer durable est-il un acte de distinction ? Représentations, pratiques et impacts écologiques réels au regard des dynamiques sociales](#). *Cahier de recherche* n°C344, Crédoc

Auteurs et contacts

Clothilde Jumeaux-Harout, Master 2 en psychologie environnementale, Université de Nîmes
(clothilde.jumeaux@gmail.com)

Sandrine Glatron, LINC UMR7069 CNRS / Université de Strasbourg (sandrine.glatron@unistra.fr)